



De l'immigration Rwando-Burundaise aux Conflits Ethniques en Territoire d'Uvira

Freddy Musobwa Mugorogo¹

Résumé

La question migratoire serait à la base de ces conflits ethniques récurrents pour avoir été instiguée en vue de déstabiliser fortement la partie Sud de la Province du Sud-Kivu particulièrement le territoire d'Uvira. Le présent article entend contribuer à l'explication de l'hospitalité des Bafuliiru qui a comme finalité les conflits ethniques entre les immigrés et les autochtones sur la question de la territorialité. Cette étude identifie et présente les acteurs et les enjeux de conflits identitaires sporadiques dans le territoire d'Uvira. Cette étude suggère une autre grille de lecture pour comprendre ce qui se passe dans ce territoire. Les griefs et l'avidité entre les pays de la sous-région sont les facteurs qui déclenchent les conflits identitaires et/ou ethniques à répétition dans ce territoire.

Mots clés : Immigration, Conflit ethnique, Hospitalité, Territoire d'Uvira, les Bafuliiru.

Abstract

The migratory question would be at the base of these recurring ethnic conflicts for having been instigated to strongly destabilize the southern part of the Province of South Kivu, particularly the territory of Uvira. This article intends to contribute to explaining the hospitality of the Bafuliiru, which has as its purpose the ethnic conflicts between immigrants and natives on territoriality. This study identifies and presents the actors and issues of sporadic identity conflicts in the territory of Uvira. This study suggests another reading grid to understand what is happening in this territory. Grievances and greed between the sub-region countries are the factors that trigger repeated identity and ethnic conflicts in this territory.

Keywords: Immigration, Ethnic conflict, Hospitality, Territory of Uvira, the Bafuliiru

Introduction

Parler du territoire d'Uvira², c'est aussi parler en particulier des événements qui se sont déroulés ou se déroulent encore et, qui plus ont eu ou continuent d'avoir une incidence catastrophique sur la situation socio-politique, géopolitique, économique, culturelle et démographique de l'ensemble de la province du Sud-Kivu en général. Le territoire d'Uvira est devenu indiscutablement un des sujets les plus vifs de l'actualité provinciale. Il peut-être

¹ Chercheur et Chef de Travaux au Département d'Histoire, gestion du Patrimoine et développement de l'ISP-UVIRA et Doctorant en Sciences historiques de l'Université Pédagogique Nationale. freddymusobwa@gmail.com, Tél. (243) 970918174

² Le Territoire d'Uvira est situé dans la partie orientale de la République Démocratique du Congo et l'un des 8 territoires qui constituent la Province du Sud-Kivu. Ce territoire a été créé par le pouvoir colonial belge le 25 février 1938. Il est limité au nord par le territoire de Walungu, au sud par la rivière Kambekulu, à l'est par le lac Tanganyika et à l'ouest par les territoires de Walungu et de Mwenga.

l'un des derniers à susciter autant d'interrogations et à bénéficier d'une aussi large mobilisation de l'opinion provinciale. Les migrations internationales et les déplacements des personnes à l'intérieur et/ou à l'extérieur d'un territoire sont une caractéristique naturelle et inévitable dans la vie humaine.

Au début du 20^e siècle, la région des grands lacs n'a été épargnée par le problème des déplacés et des réfugiés du fait des conflits ethniques dans certaines zones de la région. Selon Musamu-Ngwej (2016), au Burundi et au Rwanda où la question des réfugiés et des déplacés issus essentiellement des extensions de nombreux conflits entre Hutu et Tutsi, est devenu un facteur préoccupant des grands conflits identitaires. Les phénomènes de migrations rwando-burundaise dans ce territoire d'Uvira trouvent leurs racines dans l'histoire même. Ces phénomènes sont à l'origine, des raisons économiques et politiques qui motivent les immigrations hors des confins du Rwanda et du Burundi. On n'hésite pas à s'aventurer dans le monde de ceux que l'on désigne comme « Rundi et Banyamulenge », termes qui, étymologiquement englobent les peuples n'ayant pas la maîtrise de la langue des autochtones Fuliiru.

Ces immigrés ont été accueilli par le Mwami des Bafuliiru, Mukogabwe. Selon un principe fuliiru, le déplacé a droit d'être nourri, hébergé et on doit lui confier une terre pour sa survie (Kambili, 2019). Cet auteur montre que ces réfugiés rwandais seraient accueillis en RD Congo, principalement au Sud-Kivu, suite à une demande adressée par les Nations-Unies aux régimes coloniaux et de Kasa-Vubu, car il fallait éviter l'extermination des citoyens rwandais et burundais, à en croire les propos des délégués des Nations Unies.

Cette hospitalité du Mwami des Bafuliiru est à la base des conflits identitaires actuels dans le territoire d'Uvira. Ces derniers ont été exploités par le pouvoir colonial pour créer des chefferies des Barundi et des Arabisés dont la plupart sont dites des Bavira. La création des nouvelles chefferies au profit des Rundi et Arabisés en 1928 fut donc, on ne s'en doute pas, uniquement dicté par le souci de contourner l'autorité du chef coutumier Fuliiru Mukogabwe, réputé résistant aux ordres du pouvoir colonial belge. Enfin, plus que dans d'autres territoires du Sud-Kivu, le territoire d'Uvira s'est vu inscrit dans les calculs globaux de la sous-région. Il s'est transformé en un champ de rivalités ethniques entre autochtones Fuliiru et les immigrés Rundi et Rwandais. D'où les deux interrogations pour cette étude :

- Qu'en est-il exactement des mouvements migratoires des immigrés rwandais et burundais dans le territoire d'Uvira ?
- Quelles sont les premières hostilités entre les autochtones et les immigrés ?

Contexte des migrations rwandaises et burundaises dans le territoire d'Uvira

La redéfinition administrative du territoire occupé par la Belgique a posé le problème de sa gestion à cause de l'existence des immigrés venus du Burundi et du Rwanda. Leur mauvaise gestion remonte des temps de la colonisation. Selon Kambale (2019), le filet dérivant de cette mégestion de la question migratoire semble être la hantise des populations immigrées à essaimer tout le Kivu en vue d'une occupation qui passe insidieusement par la revendication des droits politiques, la création mieux la ré-visitation de l'organisation territoriale au profit des immigrés venus de l'extérieur ou complices, et l'accaparement des terres tenues par les autochtones.

Depuis la fixation de la frontière de la RDC avec Ruanda- Urundi par les puissances coloniales, on a assisté continuellement à des vastes et incessants mouvements clandestins des populations rwando-burundaises vers la R D Congo. Ce point de vue est confirmé par Ndaywel (2008) quand il écrit : A partir des années 1930, une forte immigration (surtout rwandaise) s'est implantée sur le territoire du Congo-Belge, l'instigation de la puissance

coloniale. Le déplacement de toutes ces populations était essentiellement lié à la recherche des terres arables ou de l'emploi, à la suite de famine qui sévissait au Rwanda et au Burundi et aux querelles interethniques entre Tutsi et Hutu. La transplantation de ces populations au Congo-belge obéissait à deux motivations : soustraire ces populations aux famines qui frappaient constamment le Ruanda-Urundi, surpeuplé et fournir une main-d'œuvre aux plantations du Kivu et à l'industrie minière du Katanga.

Pour ce faire, l'administration coloniale avait ouvert des bureaux de liaison au Rwanda et au Burundi chargés de faciliter le processus de migration. Pour Chrétien (2000), c'est à partir de 1928 surtout à l'arrivée de colons Blancs venant occuper les terres, sous les auspices du Comité National du Kivu, que les migrations ont été lancées par le pouvoir colonial. Pour les populations congolaises, il vaut mieux les accueillir, car ce sont des voisins. Étant donné que l'hospitalité bantoue recommande qu'on ne rejette pas d'emblée des personnes qui arrivent chez vous-même lors qu'elles ne sont pas vraiment invitées.

En ce qui concerne les « Banyamulenge », ces derniers ont été accueilli par les autochtones. Aujourd'hui, ces immigrés sont considérés par les autochtones comme un peuple ingrat envers eux. Ce point de vue est confirmé par Rukango (2009) qui estime que les Tutsis (Banyamulenge) apparaissent comme un peuple ingrat, cruel et pervers, qui crache sur la main qui est tendue, qui lui a donné à manger, un peuple nomade, accueilli, nourri et hébergé, à qui en plus on a prêté un lopin de terre, mais qui se tourne contre son « bon samaritain; un peuple fin calculateur, dont la confiance ruine. Pour les autochtones, les Banyamulenges finissent à ton lit ; un peuple marqué par un comportement sarcastique, hégémoniste et sanguinaire. Les Banyamulenges seraient soutenus par certains pays occidentaux via le Rwanda en considérant ces Tutsis congolais comme des juifs d'Afrique qu'il fallait protéger. L'opinion mondiale favorable aux Tutsis congolais les croit « juifs d'Afrique », une « race en danger, à protéger » (Musobwa, 2022).

Les conflits ethniques fréquents entre Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi déversent régulièrement un flot important des réfugiés en RD Congo en général et dans le territoire d'Uvira en particulier. Une fois installés au sud de la Province du Sud-Kivu, ces deux groupes de réfugiés (surtout les Rwandais de 1959 et Burundais de 1972) n'eurent pas les mêmes préoccupations. Pour Muzinga, cité par Musobwa (2022), les Hutus burundais plus attachés souvent à leur territoire le Burundi, préféraient combattre et lutter contre l'exclusion ethnique pour retourner dans leur pays d'origine. Alors que les Tutsis rwandais cherchaient à lutter pour obtenir d'une façon ou d'une autre la nationalité congolaise.

Diangitukwa (2001) soutient que le regroupement successif des populations immigrés dans le Kivu en général et le territoire d'Uvira en particulier qui a commencé à l'époque coloniale était un prélude aux conflits ethniques actuels. Il écrit à ce propos que « *les populations autochtones devenaient de plus en plus hostile à leur arrivée et des conflits entre populations immigrées et autochtones étaient presque inévitables* ». Pour les immigrés, leur installation était faite dans l'espace inoccupé qui n'appartenait ni au Bafuliiru ni aux Pygmées. Aujourd'hui, les motifs et les sources de récriminations tournent principalement autour de la question foncière (espace). Or, il n'y avait pas de terres vacantes dans le territoire des Bafuliiru, car tous espacent, mêmes inhabités, possédaient des propriétaires

La vague d'immigrants qui se sont installés sur des terres supposées non occupées et qui ont acheté des droits d'occupation avec complicité des chefs coutumiers Fuliiru ont été à la base de nombreux nouveaux conflits. Le problème des terres revêt un enjeu capital dans les conflits identitaires dans la chefferie plaine de la Ruzizi qui opposent les autochtones aux immigrés. Selon N'sandan (2000), la question foncière constitue un autre point d'achoppement à l'encontre des populations congolaises rwandophones. Liés à la question

de l'immigration, les problèmes fonciers n'ont guère fait l'objet d'une recherche systématique en tant que cause des conflits qui ensanglantent cette région depuis près de vingt ans, la cause la plus visible étant la citoyenneté. A cause de l'accumulation des migrations, des contestations foncières et de la non-reconnaissance par les lois congolaises des droits des immigrants, y compris les plus anciens, on allait assister à l'émergence d'un ethnonyme particulier, pour tenter de démarquer ces diasporas anciennes des autres locuteurs du kinyarwanda et kirundi d'immigration plus récente.

Les premières hostilités et la création des chefferies dans le territoire des Bafuliiru

La création des chefferies dans le territoire des Bafuliiru par le pouvoir colonial était due par la résistance du Mwami des Bafuliiru Mukogabwa contre l'occupation coloniale. Le royaume du Bafuliiru avait été divisé en trois chefferies dont celles des Arabisés (Bavira) et de la Plaine de la Ruzizi, anciennement appelée chefferie des Barundi. Ils ont été reconnus par l'acte de reconnaissance des chefferies du territoire des Bafuliiru le 28 août 1928 et cela en violation des lois de la colonie qui interdisaient l'intégration des immigrants en groupements organisés, mais individuellement.

A propos du territoire des Bafuliiru dont il est question ici, il faut savoir que le Territoire d'Uvira actuel était appelé à sa naissance Territoire des Bafuliiru, le colonisateur avait trouvé bon de nommer le territoire en fonction de la majorité numérique et culturelle. Ce qui corrobore le point de vue de Muntu-Monji (2010), qui écrit à propos du Maniema que comme cela était le cas ailleurs, les cinq territoires du district du Maniema prenaient en cette année 1932, les noms de leurs peuples majoritaires respectifs dont le 1^{er} janvier 1927, les territoires de Walikale, Luholu et Haute-Elila furent supprimés. Les sept territoires maintenus prirent les noms de leurs régions respectives : Ruthuru, chef-lieu Rutshuru, Buhunde, chef-lieu Masisi, Buhavu chef-lieu Kalehe, Unya-Bongo dont le chef-lieu fut transféré de Kabare à Bukavu, Bifulero, chef-lieu Uvira ; Ubembe, chef-lieu Kalembe-Lembe ; et Urega chef-lieu Shabunda. C'est également à cette occasion que le chef-lieu du district du Kivu fut transféré de Rutshuru à Bukavu, localité qui prendra le nom de Costemansville le 1^{er} février 1928. L'organisation territoriale de 1932 transféra du district du Kivu à celui du Maniema le territoire de l'Urega(Shabunda). Les six territoires qui lui restaient prirent cette fois les noms des ethnies de leurs habitants. On eut ainsi le territoire de Bahunde-Wanyanga, chef-lieu Masisi ; le territoire des Bahutu, chef-lieu Rutshuru ; le territoire des Bahavu, chef-lieu Kalehe ; le territoire des Banya-Bongo dont le chef-lieu quittait Bukavu pour retourner à Kabare ; le territoire des Bifulero, chef-lieu Uvira et le territoire des Babembe dont le chef-lieu fut transféré de Kalembe-lembe à Fizi.

La création de cette chefferie aurait été d'un côté le résultat de la politique coloniale qui cherchait comment encadrer la population immigrée, en vue de mieux l'exploiter. Elle aurait été aussi, pensons-nous, l'élément déclencheur des conflits ethniques entre les autochtones et les immigrants. Musobwa (2022) estime qu'après avoir détruit le bastion de la puissance autochtone, le pouvoir colonial belge s'est attelé à fabriquer le nouveau congolais à son image, c'est-à-dire un être dépouillé de toute tribalité pour ensuite entretenir une hiérarchie entre les populations autochtones.

La création de la chefferie Plaine de la Ruzizi semble répondre au modèle colonial d'après lequel, Muntu-Monji (2010) déclare que la première législation en matière de l'organisation politique indigène remonte au décret du 6 octobre 1891 sur les chefferies. Pour exploiter le pays, Léopold II et les sociétés commerciales, tous ne disposant pas de moyens matériels, financiers et humains suffisants, durent recourir au travail forcé, obligeant les populations à s'acquitter de différentes sortes d'impositions. Avant la conquête coloniale,

l'espace géographique qui allait constituer l'EIC à partir de 1885 n'était pas composé de sociétés sans organisation, sans autorités.

L'État ne pouvait donc collaborer qu'avec ceux des chefs qui lui étaient soumis. Ceux qui offraient une quelconque résistance étaient tout simplement écartés d'une manière ou d'une autre et remplacés par ceux qui acceptaient le nouvel ordre. Il est donc facile de comprendre que dans les familles régnantes et l'administration ne trouvait pas des personnes disposées à l'aider à asseoir son autorité, elle recourait à des personnes étrangères aux dites familles, d'où la notion de chefs nommés qui reviendra plusieurs fois dans les textes officiels relatifs aux circonscriptions indigènes. Les chefs traditionnels soumis et ceux créés de toute pièce par l'Etat étaient investis par les Commissaires de districts. Cette investiture était matérialisée par la remise d'une médaille qu'ils devaient porter autour du cou. Localement, cette médaille était connue sous le nom de Palata » (Munayi, 2010).

La politique de diviser pour mieux régner a toujours été la clé de voûte de tout le système colonial. C'est ici la véritable source des conflits ethniques/identitaires que nous connaissons aujourd'hui dans cette chefferie. Ces conflits ont été instrumentalisés par le pouvoir colonial et cette instrumentalisation a été conditionnée par deux facteurs : le premier facteur est l'utilisation des rundi pour leur vision impérialiste vis-à-vis des Fuliiru pour leur faire accepter des concessions sur le territoire des Bafuliiru. Le second facteur concerne la protection de leurs intérêts économiques, stratégiques et politiques.

Les premières hostilités entre Bafuliiru et immigrés

L'histoire des hommes est émaillée dans le domaine de contact, des conflits, des guerres, des chocs et des bousculades, surtout quand il s'agit de l'occupation des espaces, du pouvoir et de la domination. Hajayandi (2021), affirme également que l'histoire des peuples est ponctuée de périodes de conflits et de crises qui semblent justifier le recours à la violence. L'intériorisation de cette violence entretient un climat de peur et de suspicion en même temps qu'elle contribue à la reproduction des comportements violents. C'est à cette optique que les conflits entre les autochtones et immigrés n'ont pas échappé à se produire dans le Bafuliiru.

Le Bafuliiru est l'un des royaumes les plus organisés et structurés selon les normes de la coutume dans la région de grands lacs. Ce point de vue est confirmé par Gahana, cité par Musobwa (2022), lorsqu'il écrit : la région de grands lacs a vu émerger depuis le 14^e siècle des monarchies dont les structures solides caractérisées par une forte cohésion sociale et politique n'avaient rien à envier aux civilisations occidentales. On peut citer à ce propos le Buganda, le Bunyoro, le Toro, le Nkore, le Burundi, le Bushi, le Bafuliiru, le Bunyindu, etc. Ces royaumes, dont l'organisation politique a étonné les premiers européens qui sont arrivés dans la région, vont subir profondément des transformations sous les pouvoirs coloniaux belge, allemand et britannique.

Le territoire d'Uvira, et les conflits identitaires et/ ou ethniques est perçu comme la conséquence d'une longue accumulation de problèmes complexes et interdépendants comme les systèmes d'exclusion érigés en politique, la recherche de la légitimité et la gestion du pouvoir coutumier par les immigrés, la violation des droits fondamentaux de l'homme par les groupes armés ethniques et une misère toujours plus profonde de la population, surtout celle des moyens et hauts plateaux d'Uvira. Le volet identitaire a une place prépondérante dans les conflits qui opposent les autochtones et les immigrés dans ce territoire. Nzereka (2010), quant à lui, estime qu'une autre curiosité de la guerre au Congo, son volet identitaire, « ethnique », implique au fond deux peuples se considérant de nationalités différentes. La cohésion sociale et politique qui caractérisait ces royaumes était transformée en conflits

ethniques. Il est connu que ces soixante dernières années, la région des Grands lacs qui couvre actuellement l'Ouganda, l'Est de la RDC, le Burundi et le Rwanda, a été le théâtre des violences qui rendent compte des conflits qui s'enracinent dans un passé à la fois récent et lointain.

Les conflits liés à l'identité qui opposent actuellement les autochtones et les immigrés dans le territoire d'Uvira ont connu deux phases. La première entre les Bafuliiru et les immigrés a commencé depuis les années 1929, une année après la création de la chefferie Plaine de la Ruzizi. Les conflits identitaires/ethniques sont au cœur de la problématique des conflits qui secouent le territoire d'Uvira, la cause de l'échec des Etats-Nations en Afrique. Avant cette année, des conflits avaient déjà éclaté en 1920 qui opposaient les immigrés Barundi dirigés par Rubisha et Mukogabwe. Ces conflits avaient pour cause l'expansion d'infiltration à l'image des conquêtes menées par les Barundi contre Mukogabwe.

Ces conflits n'étaient les seuls dans la région, c'est la raison pour laquelle, Kitsimbou (2002) écrit que cette question aussi sensible soit-elle n'est pas une exclusivité africaine. L'humanité entière a encore en mémoire toute la conflictualité contemporaine qui génère à travers le monde des expressions telles que la purification ethnique, le nettoyage ethnique, l'homogénéité ethnique et même tribaliste. Il est important de savoir que les conflits identitaires/ethniques en territoire d'Uvira sont le résultat d'un processus historique mettant en opposition deux systèmes rivaux dont l'un se considère comme groupe majoritaire (Bafuliiru) et l'autre comme minoritaire (Barundi). Or, la notion de minorité est floue et injustifiée dans le territoire d'Uvira du fait que chaque tribu est minoritaire devant l'ensemble des autres tribus habitant sur ce territoire.

Les conflits entre les ethnies majoritaire et minoritaire sont alimentés par le choc de complexe des uns et des autres. Kabemba (2020) explique que très souvent, l'ethnie majoritaire se croit supérieure. Mais parfois quand elle n'a pas l'hégémonie soit politique, soit économique, elle passe au complexe d'infériorité et se lance dans des actions d'intolérance contre les ethnies minoritaires. Ainsi, l'instrumentalisation de l'identité ethnique dans ce territoire a favorisé un début des conflits identitaires dont l'issue était donnée d'avance mais dont les implications futures n'étaient que peu imaginées. Il faut souligner que l'accalmie qui s'est observée durant la période de 1929 à 1960 était due de la brutalité de l'autorité coloniale contre les autochtones.

La seconde phase avait encore opposé les Bafuliiru et les immigrés entre 1961 à 1964 pendant la guerre dite muleliste. Dans ce conflit, malgré que dès le début, le conflit eût l'image d'un conflit opposant le gouvernement de Kinshasa aux partisans de Lumumba, il avait tourné en conflit contre les immigrés. Les autochtones espéraient récupérer leur territoire occupé par les immigrés sous la bénédiction du pouvoir colonial. Le constat est qu'à chaque mouvement rebelle, il y a présence des groupes armés ethniques constitués par les communautés vivant dans le territoire d'Uvira. Tous les groupes armés ethniques des autochtones ne visent pas autre chose que de chasser les immigrés d'une part et les immigrés veulent conserver leur légalité de papier (pour les Barundi de la Plaine de la Ruzizi) et leur nationalité (pour les Banyarwanda des Hauts plateaux) d'autre part. Verhaegen, cité par Musobwa n'a-t-il pas soutenu en écrivant que le Congo a connu, depuis l'indépendance, d'innombrables conflits ethniques souvent meurtriers qui ont bouleversé l'équilibre des relations entre ethnies. Certaines ethnies ont profité du chaos pour secouer la tutelle d'un autre groupe auquel elles étaient traditionnellement soumises (Musobwa, 2022). Les oppositions tribales offrent un terrain et des occasions multiples à l'expression de la violence dans les milieux ruraux où les frontières entre les différents groupes ethniques sont toujours imprécises et/ou le statut des minorités demeure précaire.

Ainsi, fragilisé, démuni, en déréliction, le peuple du territoire d'Uvira est exposé à toute manipulation, à toute instrumentation, d'où les vagues successives ou complémentaires de xénophobies, d'exclusions des uns aux autres et repli sur soi, déferlant sur le Sud de la Province du Sud-Kivu en général et le territoire d'Uvira en particulier, et constituant l'essentiel du discours identitaire et/ou ethnique orienté comme il se doit contre les populations locales. Discours véhiculé aussi bien par les politiciens du coin, ainsi évidemment que d'autres instances et entités, notamment les nombreuses plateformes sous la houlette de la « société civile acteur autoproclamé » apolitique.

Conclusion

Le présent article se proposait d'analyser comment l'hospitalité des Bafuliiru en accueillant les immigrés Rwandais surtout était devenue un malheur pour la sa population. Cette hospitalité est l'une des causes des conflits qui se vivent aujourd'hui dont les corollaires sont la recherche de la nationalité et la terre pour les immigrés d'une part, et la protection des terres ancestrales pour les autochtones Fuliiru d'autre part.

Au terme de cette analyse, on peut déduire que les conflits identitaires et/ou ethniques dans le territoire ont été instrumentalisés au début par le pouvoir colonial belge puis par les dirigeants du Congo après l'indépendance et les leaders actuels des communautés dans le territoire d'Uvira pour fins électoralistes. D'où, la formation des groupes armés ethniques pour la protection de chacune des communautés. Pour un développement durable du territoire d'Uvira, il est temps de corriger la gestion calamiteuse de l'immigration à l'Est du Congo.

En effet, il faut investir non pour les conflits ethniques mais pour la paix en respectant les règles coutumières des autochtones et celles régissant les réfugiés. Tout ce qui est fait depuis plusieurs années pour faire obtenir par la force des forces aux immigrés est un investissement pour les violences et les conflits entre les communautés qui écument déjà le territoire d'Uvira depuis bientôt plus de trente ans, avec un bilan de victimes uviroises.

Références

- Chretien, J. P. (2000). *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Paris : Edition Aubier.
- Diagitukwa, F. (2001). *Pouvoir et clientélisme au Congo-Zaïre-RDC*, Paris : L'Harmattan.
- Hajayandi, N. (2021). Production de la violence chez les jeunes au Burundi : Du monopartisme au multipartisme. *Revue de l'Université du Burundi, série : Sciences humaines et sociales*, n°19, pp.102-116.
- Kabemba, A. (2020). *Conflits tribaux et paralysie politique en R.D. Congo*, Kinshasa : Editions du CRESEDIP.
- Kambale, K. (2019). Immigration, hospitalité et guerre au Kivu », *In Laboratoire d'analyses sociales de Kinshasa, vol. Spécial, Octobre*, pp.95-119.
- Mbuy, M. (2016). *La problématique des conflits en Afrique et dans le monde : « regard croisé »*, Kinshasa : Mediaspaul.
- Munayi, M. (2010). *Genèse et évolution des circonscriptions administratives et des entités politico-administratives congolaises (1888-2009). Quelques références pour une administration et un découpage territorial efficients*. Kinshasa : Editions EDUPC.
- Musobwa, M. (2022). *Conflits identitaires et leur impact sur la population de la chefferie Plaine de la Ruzizi dans la province du Sud-Kivu (1928-2014)*, Université Pédagogique Nationale/Kinshasa, Mémoire de DEA/DES en Sciences historiques.

- N'sanda, B. (2000). *Migrations, enjeux identitaires et conflits dans la région des Grands Lacs africains : l'Est de la R-D Congo*, Jewsiewicki B. et N'sanda (dirs.), *les identités régionales en Afrique centrale. Constructions et dérives*. Paris : L'Harmattan.
- Ndaywelè, Nziem, I. ((2008). *Nouvelle histoire du Congo. Des origines à la République Démocratique*, Bruxelles : Editions Le Cri.
- Nzereka, M. (2010). *Guerres récurrentes en république démocratique du Congo : Entre fatalité et responsabilité*. Paris : L'Harmattan.
- Silva, A. (1991). *Afrique australe : A la recherche d'une identité*. Paris : L'Harmattan.